



LA POSTE

Comité de grève des postiers du 92

Il est temps : Regrouper nos luttes, Regrouper nos forces !



Grèves à La Poste au Havre, à Bordeaux Nord, Caudéran, Carbon-Blanc (33), La Réunion, Antibes, Albi, Quimperlé, La Madeleine (Nord)... les mobilisations des postiers, malgré la proximité des revendications, se succèdent mais restent dispersées, métier par métier et service par service. Les postiers sont plus de 200 000, s'ils unissaient leurs forces, ils feraient trembler non seulement la direction de la plus grosse entreprise de France en termes d'effectifs, mais ils encourageraient d'autres à se battre à leurs côtés. A l'heure où les luttes des salariés du public comme du privé sont elles aussi défensives et éclatées, c'est bien d'une contre-offensive générale dont nous aurions besoin pour inverser le rapport de forces.

Nous, postiers de Rueil-Malmaison, de La Garenne-Colombes/Bois-Colombes, Courbevoie, Gennevilliers, Asnières, du CTED de Colombes, Fontenay-aux-Roses, de la Plate-Forme Colis de Gennevilliers, sommes en grève pour certains d'entre nous depuis le 29 janvier. L'une des caractéristiques de notre mobilisation,

c'est qu'elle cherche à dépasser les barrières. Barrières entre les statuts : des contrats précaires participent à la grève aux côtés des collègues contractuels et fonctionnaires. Barrières entre métiers : les facteurs sont au centre de la grève, mais des guichetiers, des collecteurs, des colipostiers y ont activement participé. Barrières entre départements : nous avons mené des actions communes avec des postiers de Paris et des Yvelines.

Cependant, nous n'avons bien évidemment pas la possibilité par nos propres forces d'organiser la convergence à l'échelle nationale. C'est pourquoi nous lançons cet appel à toutes celles et tous ceux qui aspirent à un « tous ensemble ».

Comment notre grève a démarré et s'est étendue
Notre mouvement a démarré parce que les facteurs de Rueil ont refusé le licenciement de 4 de leurs collègues précaires. L'utilisation d'un turn-over de postiers employés par le biais de contrats aidés permet à La Poste d'engranger des millions d'euros. Sur 627 millions de bénéfices pour La Poste en 2013, 297 viennent du Crédit Impôt Compétitivité Emploi, c'est-à-dire d'aides de l'Etat. Et c'est

sans compter les millions d'euros d'exonérations de cotisations sociales.

C'est l'exigence de l'embauche des contrats précaires qui a été le point de départ de la grève. Le mouvement s'est ensuite étendu à d'autres centres postaux (*La Garenne-Colombes/Bois-Colombes, Courbevoie, Gennevilliers, CTED de Colombes, Fontenay...*) qui ont ajouté leurs propres revendications. Notre mobilisation a désormais pour objectif non seulement l'embauche des contrats précaires, mais également l'arrêt des suppressions d'emplois, le refus des tâches supplémentaires non-payées et l'augmentation de nos salaires.

Unir les résistances, à La Poste et ailleurs

Nous avons conscience que nos revendications concernent bien d'autres postiers au-delà des frontières du 92, mais également beaucoup d'autres salariés d'autres secteurs. Faire ce constat n'est pas suffisant : il faut chercher activement à rapprocher celles et ceux qui partagent les mêmes préoccupations, les mêmes souffrances mais aussi les mêmes aspirations : nous voulons tout simplement toutes et tous en finir avec la peur de perdre son emploi, nous voulons vivre dignement avec un salaire décent.

Dans notre grève nous avons adopté un principe : tant que chacun des bureaux n'aura pas gagné sur ses propres objectifs, tous les autres bureaux continuent le mouvement. Ce n'est qu'en regroupant les forces que les différents centres peuvent acquérir la force suffisante pour faire reculer la direction. A l'échelle nationale, les postiers n'ont une chance d'arrêter le rouleau-compresseur des suppressions d'emplois (100 000 en 11 ans) qu'en cherchant à additionner les forces et à se doter d'objectifs communs.

De la même manière, les mobilisations des salariés des autres secteurs que cela soit dans le public (enseignants du 92, du 93), ou dans le privé (PSA, La Redoute, Safran...) se déroulent les unes der-

rière les autres et sont la plupart du temps dans l'incapacité de gagner.

Le « Pacte de responsabilité » que le gouvernement propose au MEDEF suit la même logique, à grande échelle, que les subventions dont la direction de La Poste bénéficie dans le domaine des contrats aidés. Le patronat exige des aides d'une main, et de l'autre il détruit des emplois par centaines de milliers, bloque les salaires et s'attaque à nos conditions de travail partout. Le gouvernement l'aide à conduire cette attaque. Quand il s'agit de nous en mettre plein la tête, ils savent jouer collectif. Quand arrêterons-nous d'essayer de nous en sortir chacun et chacune de son côté ? Il est plus que temps de mettre au centre de nos discussions et de nos actions la construction d'un mouvement d'ensemble contre les licenciements, les suppressions d'emploi et pour l'augmentation des salaires. C'est la seule solution pour tous les salariés de ce pays pour s'en sortir.

Un « pôle des travailleurs, intermittents et chômeurs pour la convergence des luttes » dans la manifestation nationale du 12 avril

Une manifestation nationale contre le Pacte de responsabilité et contre la politique du gouvernement a lieu le 12 Avril. Nous appelons l'ensemble des entreprises et des secteurs qui le souhaitent, l'ensemble des organisations syndicales et équipes militantes qui partagent ces objectifs à manifester ensemble dans un tel « pôle ». Un tel cortège pourrait mettre en avant à la fois ces revendications communes aux différents secteurs et l'objectif d'un mouvement d'ensemble contre la politique du gouvernement et du MEDEF.

Si l'initiative vous intéresse ou vous souhaitez signer l'appel appelez le comité de grève au 06 86 70 93 80 ou envoyer un mail à : convergence12avril@gmail.com

Pour suivre les résumés quotidiens des Postiers du 92 en grève :
<http://grevedespostiersdu92.tumblr.com>

